ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

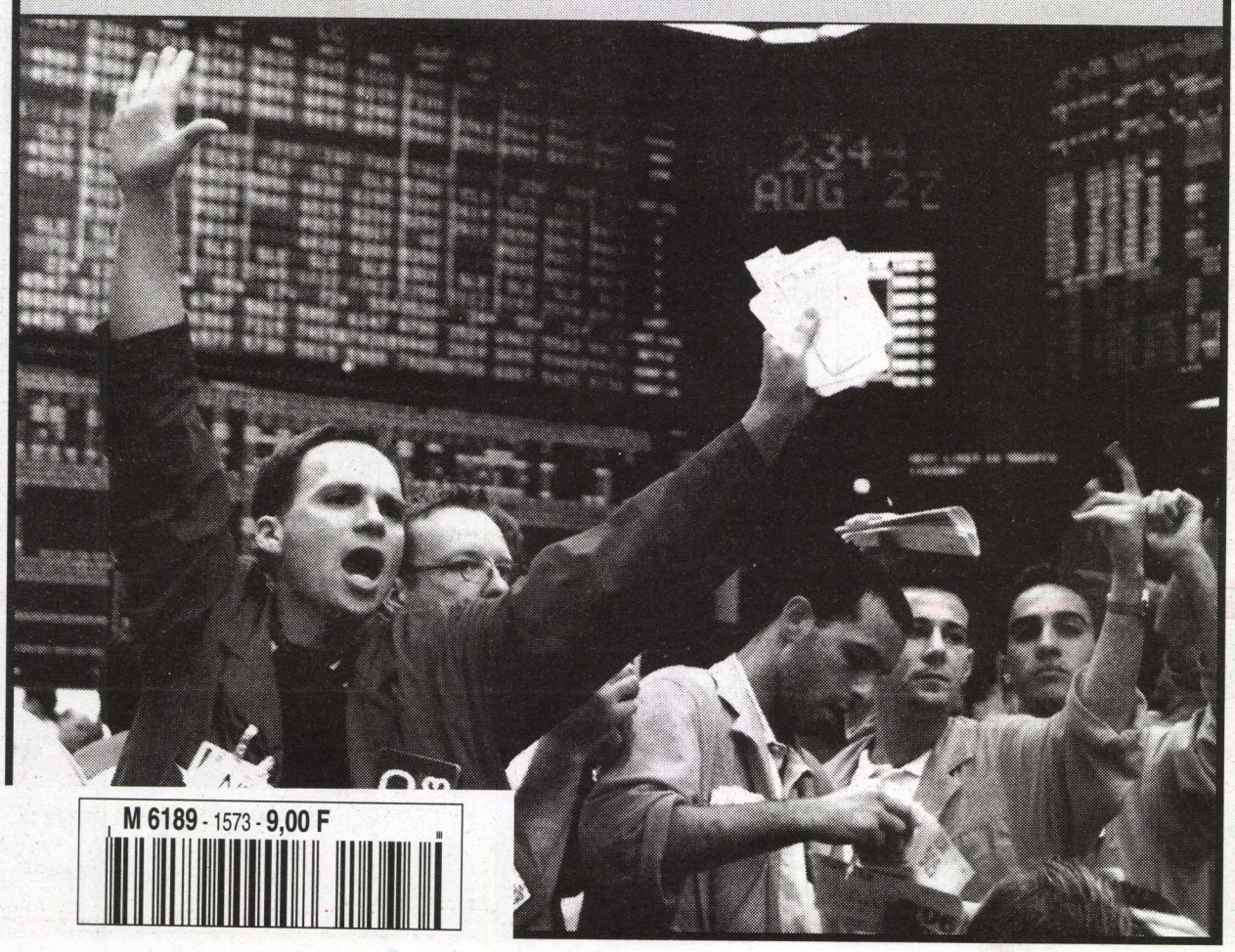
lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1573 – 4 septembre 1998 – prix : 9F

Les Bourses en folie

L'ÉCONOMIE MONDIALE MALADE DU PROFIT



Gouvernement Jospin

De l'argent pour le patronat, des paroles pour les autres

(p 5)

Russie

Le retour au marché, ça n'a pas marché

(p 6-7)

M 6189 - 1573 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Chômage : les chiffres baissent, la situation s'aggrave

5 – PS-PC : plus vite, moins vite ? Mais pour aller où ?
– L'affaire Juppé… et les autres

9 – Loi Aubry : un premier bilan positif pour les patrons
– Prisons : le mépris
– Crime raciste au Havre

10 – Expulsions de mal-logés à Saint-Ouen
– Prix de l'eau : avec le privé, c'est plus cher

Tribune

4 – Comment parer à l'effondrement de la Russie : réformes ou révolution ?

Dans le monde

6/7 – Lutte des places au Kremlin
– La crise boursière de Moscou à New York
– «Découvertes» sur l'économie russe
– Les morts dans les charbonnages d'Ukraine

8 – Crise de l'économie russe et du capitalisme international
– Congo – Kinshasa : l'ethnisme meurtrier

10 – Guadeloupe : les dockers en lutte

12 – Afghanistan : femmes et dénonciateurs voilés
– Pakistan : la loi islamique et l'impérialisme

Dans les entreprises

11 – Alstom – Belfort : profits et licenciements
– Tri postal du Landy : suppressions d'emplois
– Cantines de Renault : non aux licenciements !
– Uniroyal – Clairoix : du travail et des chômeurs en plus

Dassault en procès en Belgique

DES POTS-DE-VIN DE HAUT VOL

La Cour de cassation de Bruxelles a entrepris le procès de deux ministres, d'une partie du gratin politique belge et de quelqu'un de bien connu de ce côté-ci du Quiévrain, Serge Dassault, dans une affaire de financement occulte de partis politiques belges grâce à des pots-de-vin sur les ventes d'armes.

L'affaire remonte à 1988-1989 quand l'avionneur italien Agusta et le français Dassault remportèrent deux importantes commandes du ministère de la Défense belge. Il y en avait, officiellement, pour trois milliards de francs français et, pour l'emporter, Agusta et Dassault ne lésinèrent pas sur les pots-de-vin. C'est ce que la justice belge découvrit en 1993, lors d'une enquête sur l'assassinat d'un ministre de ce pays.

Des ministres furent inculpés et démissionnèrent après avoir reconnu les faits, des hauts fonctionnaires aussi, un chef d'état-major se suicida. Dassault, lui, se défila : convoqué par un juge, il refusa de se rendre en Belgique. Un mandat d'arrêt international fut donc lancé contre lui. Mais, pour ce genre de gens, cela ne compte pas. Non seulement l'État français, qui n'a rien à refuser à Dassault, ne l'extrada pas mais il arrangea l'affaire avec son homologue belge.

On peut donc imaginer que Dassault a obtenu de sérieuses garanties des uns et des autres avant de se rendre à Bruxelles.

C'est qu'on ne condamne pas un Dassault comme un bandit en cavale ordinaire, ou même comme une mère de famille qui a pris pour quelques centaines de francs dans les rayons d'un supermarché afin de nourrir ses gosses. Lui, qui fait dans le supermarché de la mort, peut se payer des ministres, et pas seulement en France. Et, après tout, ces 15 millions de francs de pots-de-vin versés à des politiciens belges ne sont que des broutilles, et même, comme diraient nos hommes politiques, finalement c'est bon… pour l'emploi. Juger Dassault ? Vous n'y pensez-pas, pour un peu ces gens-là le décoreraient pour ce qu'il a fait. D'ailleurs, ils l'ont déjà fait plusieurs fois…

P. L.

Rentrée scolaire

LES SACRIFICES DES UNS FONT LES PROFITS DES AUTRES

Selon une enquête de la Fédération des familles de France, le coût moyen par enfant de la rentrée scolaire s'établirait cette année à 1 092 F, en augmentation de 4% par rapport à l'an dernier – sensiblement plus que les salaires.

Encore ne s'agit-il là que d'une moyenne pour un enfant entrant en sixième, moyenne qui de surcroît ne prend en compte que les seules dépenses scolaires. A cela viennent encore s'ajouter les frais de transport, cantine et autres à-côtés qui ne sont pas gratuits. Prenez un enfant plus âgé, et le budget requis augmente rapidement, surtout à partir du second cycle où les lycéens doivent de surcroît acheter leurs propres livres de classe.

En comparaison de ces sommes, considérables pour un smicard (sans parler du nombre croissant de ceux dont les ressources sont loin en-dessous du SMIC), les 1 600 F (par enfant entre 6 et 18 ans) de l'allocation de rentrée scolaire que touchent les familles les plus modestes (sous réserve d'un plafond de ressources mensuelles de 11 740 F pour un couple avec un seul enfant) sont très loin du compte, sans même parler de garantir la gratuité réelle de la scolarité. Surtout si, comme le fait la même enquête, on ajoute à ces dépenses celles des vêtements, ce qui est logique puisqu'après tout l'allocation de rentrée scolaire est censée aider les familles modestes à élever leurs enfants : car on arrive alors à un budget moyen de 4 000 F par tête.

Mais tout le monde ne perd pas au change. La hausse de cette année serait due en grande partie à une hausse de 12% des vêtements de sport dans les supermarchés, qui accaparent désormais près de la moitié du «marché» de la rentrée. Car il s'agit bien d'un marché : près de dix milliards de francs en 1997 pour les seules dépenses de papeterie scolaire, 2,15 milliards de chiffre d'affaires pour les livres de classe, etc.

Fêtes de Lutte Ouvrière

■ **SAMEDI 19 SEPTEMBRE**

– à RENNES
de 15h à 24h
Salle Rennes-Congrès
27, boulevard Solférino

■ **SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE**

– à LYON
– à TOULOUSE

■ **SAMEDI 3 OCTOBRE**

– à ORLÉANS
à 15h,
Salle des fêtes de Saint-Jean de la Ruelle
31, rue Bernard Million
– à GRENOBLE
à partir de 16h,
Hall des Sports
à Échirolles
– à MULHOUSE
– à TOURS

■ **DIMANCHE 11 OCTOBRE**

– à DIJON

Notre camarade Arlette Laguiller prendra la parole au cours de ces fêtes :

– à Rennes, le samedi 19 septembre à 17h30

– à Lyon, le 26 septembre à 20h

– à Toulouse, le 27 septembre à 15h

– à Mulhouse, le 3 octobre à 15h

– à Grenoble, le 3 octobre à 20h30

– à Dijon, le 11 octobre à 16h

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

L'ÉCONOMIE MONDIALE MALADE DU PROFIT

Les changements économiques intervenus depuis dix ans dans les pays de l'ex-URSS devaient, d'après tous les admirateurs du système capitaliste, permettre à ceux-ci de connaître le bien-être pour tous. C'est évidemment le contraire qui s'est produit. La politique visant à généraliser l'économie de marché en Russie, menée par les successeurs de Brejnev, a mené, après des années de recul de la production, à une crise monétaire qui inquiète même les classes possédantes d'Occident.

Ce n'est pas le problème de savoir si Eltsine sera partiellement ou totalement écarté du pouvoir qui inquiète les dirigeants occidentaux. Ils ne craignent pas la venue au pouvoir du parti qui se dit toujours « communiste » (comme Eltsine le disait de lui-même il n'y a pas si longtemps), car les dirigeants de ce parti, comme les autres rivaux d'Eltsine, proposent en fait la même politique d'intégration de la Russie dans l'économie capitaliste.

Ce que craignent les dirigeants et les commentateurs occidentaux, c'est que la crise monétaire qui touche depuis plusieurs mois les pays du Sud-Est asiatique, qui vient de frapper l'Europe de l'Est, qui menace déjà l'Amérique latine, ne débouche sur une nouvelle récession touchant aussi les pays industrialisés.

Les industriels et les banquiers craignent pour leurs profits, comme en témoignent les secousses qui ébranlent les marchés boursiers. Mais ce n'est pas non plus une perspective réjouissante pour la population laborieuse, car cela pourrait signifier une recrudescence du chômage, de nouvelles attaques du patronat contre les travailleurs, afin de tenter, avec l'aide de l'État, de leur imposer de faire les frais des conséquences de ce système économique aberrant qu'est le système capitaliste.

Pendant ce temps-là, à l'université d'été du Parti Socialiste, Jospin, très content de lui, déclarait que tout allait très bien dans le meilleur des mondes, et qu'il n'était pas question d'infléchir en quoi que ce soit sa politique. Et si Robert Hue s'est senti obligé de lui rappeler respectueusement qu'il y a tout de même des urgences dans un pays qui compte cinq millions de chômeurs totaux ou partiels, c'est sans remettre en cause le soutien de son parti à la politique du gouvernement.

C'est que la seule ambition de Jospin et de ses ministres, c'est de gérer au gouvernement les affaires de la bourgeoisie, dans le strict respect des règles de ce système capitaliste pour qui la course au profit individuel est le moteur de l'économie, et donc l'égoïsme le plus sordide une vertu.

La seule ambition de ces gens-là, c'est d'aider ce système économique aberrant, qui a fait faillite depuis longtemps, à se perpétuer.

Car ce n'est pas le communisme qui a fait faillite en Russie, comme voudraient nous en convaincre tous ceux qui présentent la débâcle économique à laquelle préside Eltsine comme un héritage du passé.

Il y a d'ailleurs bien longtemps, depuis le règne de Staline, que les dirigeants de ce qui était alors l'Union Soviétique ont renoncé dans les faits aux idées socialistes et communistes, même s'ils n'ont jeté le masque, en se prononçant ouvertement en faveur du système capitaliste, que bien plus récemment. Et la crise que traverse aujourd'hui une Russie ruinée par des couches privilégiées où se mêlent les hauts dirigeants de l'appareil d'État, les nouveaux capitalistes et les mafieux en tous genres (sans que l'on puisse d'ailleurs dire où passent les limites entre les uns et les autres) est au contraire un signe de plus de la faillite du capitalisme.

Le communisme, c'est-à-dire une société où l'économie sera organisée pour satisfaire les besoins de tous les hommes, et non pas pour permettre à une petite minorité de s'enrichir sur le dos de la grande masse des travailleurs, cela reste au contraire plus que jamais une nécessité, face à la faillite du système capitaliste.

(voir aussi nos articles sur la crise en pages 6, 7 et 8)

Élections législatives partielles :

LES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE

Le 20 septembre, plusieurs élections législatives partielles auront lieu, dans lesquelles Lutte Ouvrière présente des candidats :

– Dans la 13e circonscription du Nord (Dunkerque-Rosendaël), le candidat de Lutte Ouvrière sera Jacques VOLANT, enseignant, avec pour suppléante Monique GUENNOU, enseignante.

– Dans la 9e circonscription des Bouches-du-Rhône (Aubagne – La Ciotat), la candidate de Lutte Ouvrière sera Sylvie MOYEN, secrétaire, avec pour suppléant Jean-Michel GHIOTTO, enseignant.

MEETINGS DE SOUTIEN AUX CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE

– *À AUBAGNE* : Lundi 14 septembre à 20 h 30
Salle des fêtes Les Marronniers
Sylvie MOYEN
avec Jean-Michel GHIOTTO
et Arlette LAGUILLER

– *À DUNKERQUE-ROSENDAËL :*
Mercredi 16 septembre à 18 h 30
Salle Verriele, rue Chanzy (face à la Poste de Rosendaël)
Jacques VOLANT avec Monique GUENNOU
et Arlette LAGUILLER

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

COMMENT PARER À L'EFFONDREMENT DE LA RUSSIE : RÉFORMES OU RÉVOLUTION ?

Le monde capitaliste observe avec inquiétude la catastrophe qui menace la Russie. La crise russe s'ajoute en effet à l'effondrement des monnaies et des bourses asiatiques, et a déclenché à son tour la chute des bourses sud-américaines puis, dans une moindre mesure, celles des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe.

Du coup les commentateurs occidentaux n'ont pas de mots assez durs pour les gouvernants russes, et en premier lieu Eltsine. Ce sont eux qui sont chargés de toute la responsabilité du désastre. Pour n'avoir pas su faire les réformes nécessaires, paraît-il.

Oui, les gouvernants russes, et tous ceux qui ont quelque pouvoir économique ou politique, portent sans doute une lourde responsabilité. Mais certainement pas celle de n'avoir pas su faire passer la Russie dans l'économie de marché, c'est-à-dire rétablir le capitalisme et la société bourgeoise.

C'est tout le contraire. La Russie est dans une situation catastrophique parce qu'elle s'est noyée dans le monde capitaliste. Parce que les gouvernements successifs ont levé toutes les barrières qui auraient pu s'opposer à la course à l'enrichissement et à la propriété ; ont laissé toute liberté au développement des affaires ; ont donné les entreprises pratiquement pour rien par des privatisations qui n'avaient donc même pas le prétexte de renflouer le budget de l'État.

Rien d'étonnant : Eltsine, ses ministres et ses alliés politiques ne sont pas seulement les représentants de la nouvelle bourgeoisie russe, ils en font intégralement partie. Ils ont tous participé à la curée qui a transformé les ex-bureaucrates soviétiques en capitalistes, à l'exemple de Tchernomyrdine, premier ministre pendant des années et à nouveau candidat à ce poste, l'un des plus gros actionnaires de Gazprom, le plus gros des trusts russes.

Mais encore plus que Eltsine, Tchernomyrdine et consort, le véritable responsable de la catastrophe russe c'est le capitalisme mondial. Les premiers responsables de la crise de ces dernières semaines, ce sont les investisseurs internationaux qui ont retiré les milliards de dollars qu'ils avaient un court moment portés en Russie dans l'espoir de profiter des taux d'intérêt énormes versés par un Etat pris à la gorge. Et qui les ont retiré aux premiers signes de l'écroulement des prix du pétrole et des matières premières, lui-même conséquence de la crise asiatique. Par exemple, les banques allemandes ou françaises qui ont spéculé sur le fait que, en manque d'argent et sommé par le FMI de ne pas faire tourner la planche à billets, la Russie a dû ainsi emprunter quelque 400 milliards de francs au taux de 40 % sur trois mois.

Ce pillage sans scrupule de l'économie russe par les capitalistes tout autant occidentaux que russes, ce sont évidemment les travailleurs et la population qui le paient. Les effectifs de l'industrie ont déjà fondu d'un quart passant de 20 millions en 1991 à 15 en 1996. Le chômage touche officiellement 9 % de la population. Et de nombreux travailleurs, à l'exemple des mineurs, s'ils ne sont pas licenciés, ne perçoivent plus de salaire depuis des mois.

Le FMI, les gouvernements occidentaux, tous les représentants des capitalistes, appellent de leurs vœux en Russie un pouvoir fort, un gouvernement qui serait capable de faire rentrer les impôts, de faire des lois qui seraient respectées. En clair, de mettre de l'ordre dans l'exploitation des travailleurs, c'est-à-dire de la renforcer. S'ils s'interrogent, c'est qui soutenir pour succéder à l'ivrogne Eltsine, devenu gâteux, pourtant leur homme jusqu'ici : un nouveau dictateur, un général Lebed par exemple ? Ou une union nationale de tous les partis, des ex-staliniens jusqu'aux ultra-nationalistes de Jirinovski, l'ami de Le Pen ?

Mais le seul pouvoir fort dont la classe ouvrière a besoin, en Russie comme ailleurs, c'est le sien. C'est le seul qui ne sévira pas contre elle. C'est le seul qui, sous le contrôle et la direction des travailleurs, pourra construire une société communiste qui n'aura rien à voir avec sa sinistre caricature stalinienne… ni avec le régime bourgeois qui lui a succédé.

Éditorial du lundi 31 août 1998 des bulletins d'entreprises L'Étincelle *publiés par la Fraction*

Leur société

CHÔMAGE

LES CHIFFRES BAISSENT MAIS LA SITUATION S'AGGRAVE

D'après les chiffres publiés récemment par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, il y avait, en juillet, 2,9 millions de demandeurs d'emploi, soit 4,8 % de moins qu'un an auparavant… Ce qui est interprété par beaucoup de commentateurs, et par le gouvernement, comme la confirmation d'un recul significatif du chômage. Les résultats du mois de juin avaient déjà donné lieu à ce genre de réactions mais on avait appris après coup qu'à cause d'une « panne informatique », 13 000 chômeurs avaient été « oubliés » dans le décompte total…

Mais même sans tenir compte de ce genre d'« erreurs », ni même des radiations qui interviennent chaque mois et de tous les chômeurs qui, découragés et ne touchant pas d'allocations, ne se réinscrivent pas à l'ANPE, il est difficile de parler sérieusement d'un recul du chômage, et encore moins d'une amélioration des conditions de vie de tous ceux qui sont frappés par ce fléau à un degré ou un autre.

D'abord parce que le nombre de chômeurs de plus de 50 ans continue en fait d'augmenter sur la même période (+3,3 % pour les hommes et + 6,3 % pour les femmes). Cela représente des milliers de familles des milieux populaires privées durablement d'un revenu et confrontées à des conditions d'existence de plus en plus difficiles.

D'autre part, ces statistiques ne prennent plus en compte, depuis plusieurs années, ceux de plus en plus nombreux qui sont contraints d'accepter un emploi à temps partiel de plus de 78 h par mois et qui doivent donc « vivre » avec 3 000 à 4 000 F par mois ! Elles ne prennent pas en compte non plus les stagiaires, ni ceux dont le CDD ne garantit un travail que pour quelques mois…

Ce qui apparaît nettement, par contre, à travers ces statistiques, c'est l'accroissement du recours à l'intérim par les patrons : les fins de mission d'intérim enregistrées par l'ANPE ont augmenté de presque 20 % en un an.

La réalité que ne peuvent pas masquer complètement ces chiffres, c'est une situation qui continue de se dégrader pour les travailleurs : des conditions d'emplois de plus en plus précaires, des périodes de chômage qui succèdent à des périodes de travail de plus en plus mal payées, les patrons profitant de la peur du chômage pour imposer ce qui correspond à leurs intérêts, sans se soucier de rien d'autre.

Le gouvernement s'est vanté d'avoir créé 85 000 emplois-jeunes (dont plus des trois quarts ne sont eux-mêmes que des contrats à durée déterminée) et il en promet 350 000 pour l'an 2000. Mais même s'il tenait cette promesse, cela resterait bien dérisoire par rapport aux près de 3 millions de chômeurs officiellement recensés. Et cela n'arrêtera en rien l'offensive des patrons pour laminer les conditions de travail et de vie de la majorité des travailleurs.

Pour supprimer le chômage, il faut imposer que les profits des entreprises servent à créer des millions de vrais emplois utiles. La politique du gouvernement Jospin ne fait rien dans ce sens. Alors, il faudra que les travailleurs l'imposent.

Tout va très bien…

Dans une interview accordée au journal *Le Monde* du jeudi 27 août, Nicole Notat donne le ton dès les premières phrases en établissant un constat positif de la situation économique actuelle, qu'elle porte immédiatement au crédit de Chirac et de Jospin, ce qui d'après elle « *crée un moment propice pour que le gouvernement donne à son action une visibilité plus grande* ».

Que l'action du gouvernement aille dans le sens des intérêts des patrons et donc que se poursuivent le chômage pour les uns et la dégradation des conditions de travail pour les salariés, c'est pourtant on ne peut plus visible. Mais, loin de ces sujets qui fâchent, Nicole Notat, elle, n'a pratiquement pas de critiques à adresser au gouvernement. Si l'accord sur les 35 heures dans la métallurgie ne lui convient pas, elle ne trouve rien à redire sur celui conclu dans l'industrie sucrière (signé par son organisation), qui prévoit pourtant, lui aussi, la flexibilité, l'annualisation du temps de travail sans aucune garantie d'emplois.

Par ailleurs, pour elle, les privatisations sont une bonne chose. Fidèle à son attitude anti-grève lors du conflit de décembre 1995, elle continue à défendre la réforme de la Sécurité sociale mise en place par Juppé et encourage le gouvernement actuel à la poursuivre. Enfin, à propos de la régularisation des sans-papiers, elle reprend à son compte et justifie les mesures restrictives qui ont été adoptées jusque-là. Bref, un interlocuteur aussi flexible que Nicole Notat, on ne peut rêver mieux pour le patronat et le gouvernement.

Annie ROLIN

PS-PC

PLUS VITE, MOINS VITE ? MAIS POUR ALLER OÙ ?

La divergence publique entre les partis socialiste et communiste semble porter uniquement sur le rythme de ce que les uns et les autres qualifient de « réformes ».

Robert Hue avait commencé par demander une « *accélération* » desdites « *réformes* », à quoi Jospin avait répondu « *notre rythme est bon (...) Il n'y aura ni pause ni accélération* ». Robert Hue vient de revenir à la charge, « *l'heure n'est pas à une vitesse de croisière tranquille. Il y a des urgences : le chômage et la précarité frappent des millions de Français (...) Je persiste dans l'idée qu'il faut un rythme plus soutenu dans la mise en œuvre du changement (...) Qui à gauche pourrait se plaindre qu'on accélère les moyens de faire reculer le chômage et les inégalités ?* » (interview dans *Le Parisien* du 31 août).

Quelles « réformes significatives » ?

Mais si on se chamaille – un peu – au sujet de la vitesse, il faut croire que pour Jospin comme pour Hue la route prise est bonne, là-dessus les deux se disent bien d'accord. Ainsi selon Robert Hue « *la gauche plurielle a commencé à mettre en œuvre des réformes sociales significatives, pour lesquelles, je crois, personne ne conteste l'apport loyal et constructif des communistes. Je pense aux 35 heures, aux emplois-jeunes, à la loi contre les exclusions* ».

Personne en effet ne conteste la loyauté du PCF envers le PS dans cette affaire, mais ce que l'on peut contester en revanche c'est qu'il s'agisse de « *réformes sociales significatives* ».

La loi des 35 heures jusqu'à présent, dans la forme où elle a été conçue par le gouvernement, s'est traduite par une aggravation du sort des travailleurs. Robert Hue déclare : « *C'est clair, le CNPF fait tout pour mettre en échec la loi sur les 35 heures. Il veut en profiter pour généraliser la flexibilité et la précarité sans créer d'emplois* ». Mais si le CNPF peut agir ainsi, c'est bien parce que les modalités de la loi décidées par le PS et le PCF le lui permettent. Robert Hue ajoute : « *J'appelle, en cet automne, à un grand mouvement social pour la réussite des 35 heures, sans réduction de salaire et avec création d'emplois* ». Bien, mais alors pourquoi avoir voté au Parlement une loi dont il faut maintenant contester les modalités dans la rue ? A quoi bon alors avoir des ministres communistes au gouvernement ? Et qui plus est, le fait d'avoir des ministres ne va-t-il pas contrarier, au lieu d'aider, cet éventuel « *mouvement social* » ? Car s'il devenait trop « *grand* » le PCF serait alors gêné car cela risquerait de remettre en cause sa participation ministérielle.

Au sujet des emplois-jeunes, second exemple cité par Hue, chacun sait que tous les gouvernements de droite comme de gauche ont eu leur gadget pour les chômeurs, jeunes ou pas. En d'autres temps, le PCF se serait gaussé de ces emplois plus ou moins bidon et de toute façon en nombre bien insuffisant pour résoudre la question des trois millions de chômeurs. Mais cette fois, il les reprend à son compte. On voit les choses autrement quand on est ministre.

Dernier exemple de Robert Hue, la loi contre les exclusions. Là aussi c'est dérisoire. C'est aux centaines de milliers d'exclus qu'il faudrait demander si cela a changé quoi que ce soit pour eux. Si même ils sont au courant d'une telle loi !

Une politique qui n'a pas changé

Le gouvernement Jospin ne mène pas une politique différente de tous ceux qui l'ont précédé. Il bénéficie d'une faible embellie économique qui se traduit surtout dans les profits des entreprises, qui pourtant ne se portaient déjà pas mal. Mais le sort des chômeurs, des pauvres, des précaires, des exclus, n'a pas changé. Robert Hue l'admet à sa façon quand il déclare : « *Il y a des urgences* ».

Alors, s'il y a des urgences, c'est tout simplement une autre route qu'il faut prendre, et pas la mauvaise, que ce soit à grandes enjambées ou à petits pas. Seulement il est bien évident que ni le PS ni le PCF englué dans ses ministères ne peuvent l'envisager.

André VICTOR

AFP

Juppé enchaîne les emplois précaires : chargé des finances de Paris, puis Premier ministre, et enfin maire de Bordeaux et fusible de Chirac.

DES EMPLOIS FICTIFS... ET UN VRAI PANIER DE CRABES

Dernier épisode du feuilleton des « affaires » qui éclaboussent régulièrement les politiciens de droite ou de gauche, la mise en examen de Juppé. L'ancien Premier ministre de Chirac, ancien secrétaire général du RPR et aussi chargé des finances de la Ville de Paris jusqu'en 1995, serait mêlé à une histoire d'emplois fictifs occupés par des permanents du RPR dans des entreprises privées et à la Mairie de Paris. Ces emplois leur permettaient de toucher un salaire qui, lui, n'était pas du tout fictif. Voilà donc Juppé mis en examen pour « *détournement de fonds publics, complicité et recel d'abus de biens sociaux, abus de confiance aggravé, prise illégale d'intérêt et complicité et recel d'abus de confiance* ».

Tout cela embête les responsables du RPR d'autant que plusieurs d'entre eux sont très directement concernés, jusqu'à Chirac qui était maire de Paris à l'époque des faits incriminés. Pour le moment, ils font bloc autour de Juppé qui serait selon eux une nouvelle malheureuse victime d'un juge impitoyable, dont l'enquête « *discrédite la démocratie* », selon les mots de Séguin, le président du mouvement gaulliste.

Séguin a même tenté d'obtenir l'aide de... Jospin en lui demandant une loi n'autorisant les poursuites « *qu'en cas d'enrichissement personnel* », ce qui aurait permis à Juppé d'échapper à sa mise en examen.

Il est vrai que le PS a lui aussi une longue expérience de ce genre « d'affaire » et des moyens de s'en dépêtrer. N'avait-il pas fait voter en 1990 une loi d'amnistie, arrêtant ainsi toutes les poursuites engagées contre divers responsables du PS dans l'affaire dite du Carrefour du Développement (mettant en cause le financement du PS) ?

Paul BARRAL

ET L'ÂGE DU CAPITAINE ?

De plus en plus de personnes se présentent aux concours de la Fonction publique, tandis que le nombre de postes offerts diminue.

Alors l'administration cherche à éliminer le maximum de candidats en faisant le moins de dépenses possible. Pas question que des centaines de correcteurs passent des heures à réfléchir sur des dissertations. Dans de nombreux concours, les candidats ont désormais à répondre en cochant des cases à des questions du type : la ligne Maginot doit son nom

a) à l'ingénieur qui en a conçu les plans

b) à la ligne de chemin de fer qui relie Paris à Verdun

c) à la ligne de crête qui a défini son implantation

d) à un ministre français de la Guerre.

Certes les connaissances évaluées ne sont pas essentielles mais ces épreuves ont le mérite d'être très sélectives... et d'être corrigées par lecteur optique !

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Dernières brochures parues :

- **En 1999, l'euro ? Face aux bourgeois qui unifient leurs monnaies, les intérêts communs des travailleurs de toute l'Europe** (N°78 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 24 avril 1998)
- **Cent cinquantenaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises : esclavage et capitalisme** (N°79 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 juin 1998)

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

Russie LUTTE DES PLACES A

Clinton est donc allé à Moscou pour un programme de rencontres officielles. Des rencontres qu'il a prévues nombreuses et variées car, même pour Clinton, il est difficile de savoir qui détient le pouvoir, et quel pouvoir, en Russie aujourd'hui.

Bien sûr, il va rencontrer le président en titre, cet Eltsine que les journaux appellent « *le fantôme du Kremlin* », tellement son pouvoir est contesté de toutes parts au sein de la haute bureaucratie. Alors que la crise balayait le rouble, les réserves de la Banque centrale et le gouvernement Kirienko, ne disait-on pas que sa démission était imminente ?

Quant à Tchernomyrdine, Premier ministre qu'Eltsine avait évincé en mars mais qu'il a dû rappeler en catastrophe au plus fort de la crise du rouble, la Douma (le Parlement) a refusé d'avaliser sa nomination, pour l'instant. Là encore, on a l'impression d'un film déjà vu, celui de mars dernier, quand la Douma mit plus d'un mois à introniser Kirienko, son successeur pour un court tour de piste.

Outre ce président « virtuel » et son Premier ministre « par intérim », Clinton a aussi prévu de rencontrer toute une brochette d'autres dirigeants, y compris le « communiste » Ziouganov, l'ultranationaliste Jirinovski, le maire-mafieux de Moscou Loujkov, ainsi que Lebed, cet ancien général qui ne fait pas mystère de nourrir des ambitions bonapartistes.

Quels sont les rapports de force entre ces hommes et les clans de la haute bureaucratie qu'ils représentent ? C'est bien difficile à savoir, surtout de loin, car les accords se font et se défont entre eux, au gré de leurs intérêts du moment.

Ces rivalités ne datent pas d'hier puisqu'elles ont abouti à la mise en pièces de l'Union Soviétique, à la destruction de l'économie étatisée, de la planification. Cela, non pas que les clans dirigeants d'Eltsine et de ses homologues des républiques non-russes vainqueurs de Gorbatchev auraient eu un programme bien défini et arrêté de restauration du « marché ». Mais parce que la liquidation de l'URSS, et de ce qui lui était lié dans le domaine économique, leur paraissait le meilleur moyen d'assurer leur mainmise sur une parcelle de l'appareil d'État et donc, chacun dans son fief, sur les ressources économiques, les possibilités de pillage que cela implique.

Il y a sept ans que cela a conduit à la disparition de l'URSS et projeté ce pays dans le chaos et la misère. Mais ce processus ne s'est pas arrêté pour autant. Ce à quoi l'on assiste actuellement autour du siège suprême sur lequel Eltsine est assis – pour combien de temps encore ? – en apporte la preuve.

Mais il n'y a pas qu'au sommet que la décomposition de l'État continue son œuvre. Dans les provinces et les républiques dépendant théoriquement de la Fédération de Russie, les chefs de la bureaucratie n'ont eu de cesse de prendre toujours plus d'indépendance à l'égard du Kremlin. Et l'effondrement du rouble, en affaiblissant encore un des rares instruments dont l'État central disposait, va encore affaiblir les moyens de cet État vis-à-vis de « ses » provinces, de leurs gouverneurs, des mafias qui prospèrent dans leur ombre. Déjà, on le sait, la plupart des grandes entreprises, des régions refusaient de payer l'impôt au centre et nouaient entre elles des relations basées sur le troc. La situation actuelle ne peut que renforcer ces tendances au chacun pour soi.

De ce point de vue, la fronde anti-Tchernomyrdine aujourd'hui, anti-Kirienko hier, de la Douma ne peut pas s'expliquer, comme une partie de la presse l'a écrit, par la « *volonté de revanche* » de députés tenus pour quantité négligeable par Eltsine. Il leur importe peu de faire voter des lois qui, de toute façon, ne seront pas appliquées, en tout cas pas si elles contrecarrent la multitude d'intérêts contradictoires des clans et sous-clans de la bureaucratie.

Bien sûr, les députés cherchent à monnayer leur soutien au pouvoir en place et Tchernomyrdine a mené des tractations, notamment avec le KPRF (Parti communiste de la Fédération de Russie). N'ont-elles pas été assez alléchantes, pour que ce parti refuse son soutien au candidat-Premier ministre ? Peut-être. Mais les députés – et pas seulement ceux du KPRF – savent que, de toute façon, il n'y aura pas de place pour tous dans les antichambres ministérielles. En revanche, en tant qu'élus locaux, ils

AFP

Tchernomyrdine (gauche), le maire de Moscou, Loujkov (droite) et Straev, le président du Conseil de la Fédération. La gâteau diminue, le partage reste disputé.

NEW YORK ET MOSCOU

« *Conséquences de la crise russe : les marchés plus nerveux que jamais* », « *Vent de panique sur les Bourses mondiales, la débâcle financière en Russie provoque un mini-krach sur toutes les places* »… Tous les journaux ont, ces derniers jours, publié des manchettes sur ce qu'ils présentent comme les répercussions mondiales de la crise russe.

Pourtant, la crise de l'économie capitaliste et même ses seuls soubresauts boursiers ne datent tout de même pas de l'effondrement du rouble. Pour ne citer que des exemples récents, il y a eu l'effondrement des Bourses du Sud-Est asiatique en 1997 puis, cet été, la crise qui a touché les Bourses d'Amérique latine. C'est-à-dire, en fait, des pays qui, dans le système économique mondial, étaient parmi les plus fragiles sur le plan financier.

C'est, bien sûr, dans ce contexte-là que la Russie a été frappée par une crise boursière provoquée par les spéculateurs internationaux qui s'étaient repliés sur la Russie et ses taux d'intérêts les plus élevés au monde, après les krachs boursiers en série de Singapour, Manille, Djakarta, etc.

Et présenter, comme le font les journaux, la crise russe actuelle comme responsable de ce qui se passe aujourd'hui dans le monde de la finance américaine ou européenne aurait l'air d'une plaisanterie, si elle ne recouvrait pas un drame pour la population russe. Car qui peut croire que, même disparue, l'URSS, ou ce qu'il en reste, réussirait à ébranler les places fortes du capitalisme mondial ?

Cela, ne serait-ce que parce que la Russie, épuisée par des années de pillage mené au nom de la « restauration du marché », ne pèse pas d'un poids tel dans les relations économiques mondiales pour qu'une crise financière moscovite puisse, à elle seule, déstabiliser le système financier et boursier mondial de l'impérialisme. De ce point de vue, la crise des Bourses asiatiques, antérieure à celle de Russie, a de tout autres incidences quand on sait que, par exemple, l'Asie absorbe le tiers du commerce extérieur des Etats-Unis.

Par ailleurs, si la crise aggrave de façon très visible le chaos politique en Russie même, il est peu probable que ses répercussions sur l'économie du pays soient à la mesure de ce que laisse entendre la presse occidentale.

D'abord pour une simple raison : la majeure partie de l'économie ex-soviétique échappe aux jeux spéculatifs boursiers. Car, quoi qu'en aient dit cette même presse et les cercles dirigeants tant russes qu'occidentaux, elle ne fonctionne pas selon les lois du marché, mais selon un système qui rappelle celui qui était en vigueur du temps de l'URSS.

Certes, cela s'effectue sous d'autres oripeaux, avec des dysfonctionnements aggravés par des années d'un pillage bureaucratique débridé, par la suppression du Plan, mais d'une façon qui reste étrangère – et les censeurs du monde occidental le reprochent assez aux dirigeants russes – au « marché ».

Quant à la fraction de cette économie russe qui se trouve en contact avec des sociétés occidentales, soit dans le domaine du commerce, soit dans celui de la spéculation, là encore, il est peu probable que les événements russes actuels y jouent un rôle majeur.

Les barons de l'économie russe, exportateurs essentiellement de matières premières (gaz, pétrole, or, diamants, etc.), ont finalement peu à perdre à la chute du rouble : ils sont payés en dollars, tandis que leurs dépenses intérieures (crédits, dette vis-à-vis de l'État, salaires), ils les règlent en roubles dévalués… quand ils s'en acquittent. C'est pour une raison similaire que, ces jours derniers, on a entendu des hommes d'affaires occidentaux dire qu'ils n'étaient pas inquiets de l'effondrement du rouble : ils

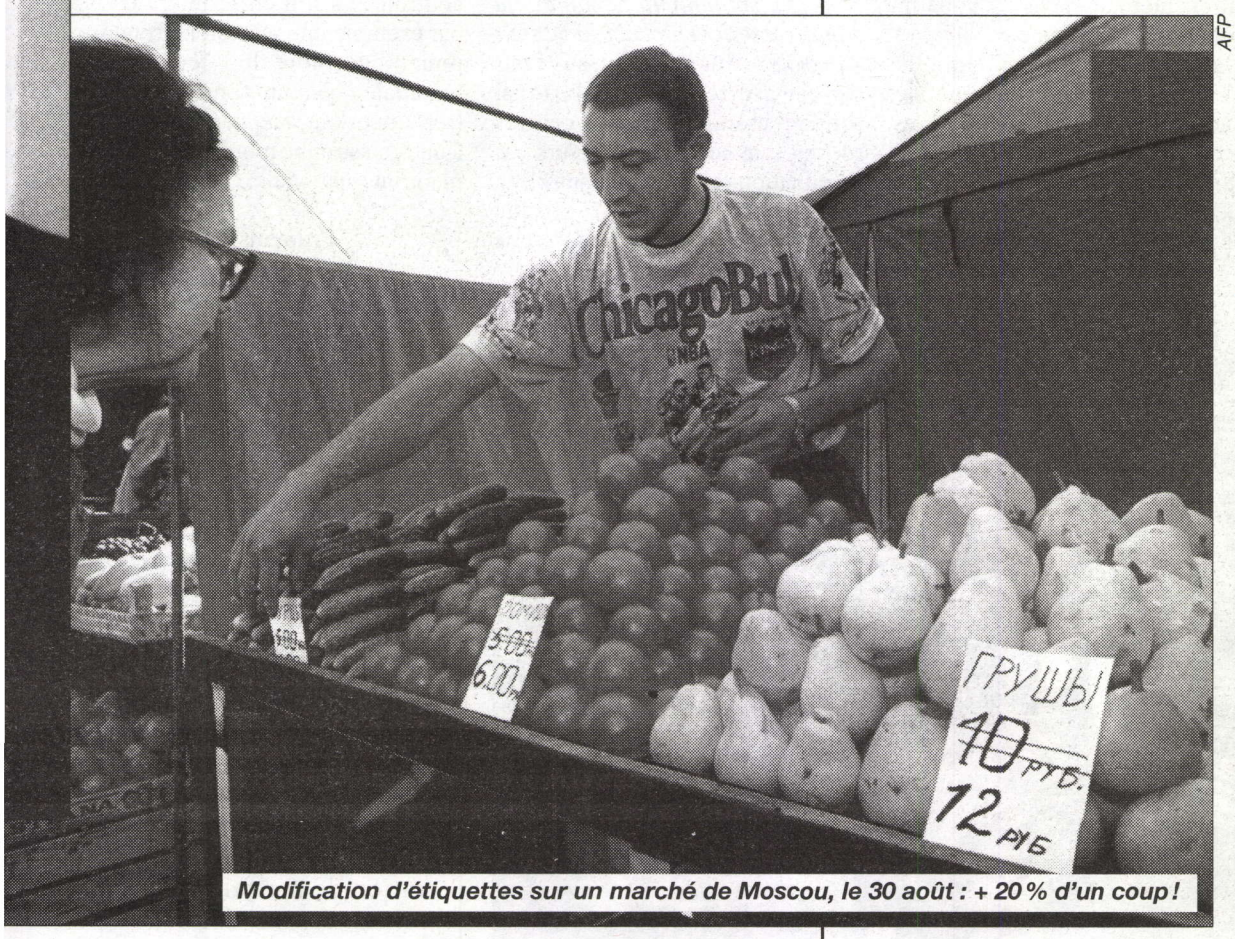
U KREMLIN

dépendent matériellement des bureaucraties dirigeant ces régions, contrôlant leurs entreprises, leurs banques, les trafics qu'elles couvrent ou organisent. Et si les députés n'ont aucun intérêt à une dissolution de la Douma qui mettrait leur poste en jeu (s'ils refusaient par trois fois de voter l'investiture de Tchernomyrdine), ils en ont encore moins à laisser le Premier ministre renforcer son pouvoir, celui du « centre », au détriment des régions.

Tchernomyrdine a annoncé ne pas être opposé à des renationalisations, à une reprise en main par l'État central notamment de secteurs-clés de l'économie. Qu'il veuille vraiment le faire, cela resterait à démontrer. Qu'il en ait les moyens, encore plus, car cela supposerait qu'il tente de mettre au pas les dirigeants locaux de la bureaucratie. Et de cela, leurs représentants que sont les députés ne veulent pas.

L'égoïsme de la bureaucratie a fait éclater l'URSS ; il peut bien faire éclater la Russie, mettre à sac son économie, vider les caisses de l'État, précipiter toute la population dans une misère encore accrue par la hausse des prix vertigineuse qui accompagne la chute du rouble. Du moins, si la population, et d'abord la classe ouvrière, ne finit pas par y mettre le holà. Et pour cela, la seule façon sera de renverser cette bureaucratie criminelle et parasitaire.

Pierre LAFFITTE



AFP

Modification d'étiquettes sur un marché de Moscou, le 30 août : + 20 % d'un coup !

n'exportent rien vers ce pays qui ne soit payé d'avance en devises fortes. Quant aux spéculateurs occidentaux, qui ont d'autant plus facilement déstabilisé la Bourse de Moscou qu'elle est d'une taille dérisoire, même comparée à celles de Tel-Aviv ou de Budapest, il y a belle lurette qu'ils ont, comme ils disent, « *pris leurs bénéfices* ».

Venant après la faillite des Bourses asiatiques de l'an dernier, celle de la Bourse de Moscou, et derrière elle la banqueroute de l'État russe, ont montré les limites des systèmes financiers mis en place par l'impérialisme pour amortir les soubresauts de son système. Ainsi, le FMI n'arrive pas, dans l'état actuel de son financement par les États impérialistes, à faire face à des « trous » de plus en plus difficiles à boucher. Et, à ce sujet d'inquiétude pour les milieux de la finance, c'est-à-dire de la spéculation internationale, s'en superpose un autre : ce qui pourrait advenir en ex-URSS, c'est-à-dire sur un sixième du globe aux portes de l'Europe, si l'État russe venait à s'effondrer définitivement.

En ce sens, les événements de Russie, plus qu'une cause, ont été le révélateur de l'extrême fragilité de tout le système financier et boursier mondial, du manque de confiance que placent en lui ceux-là mêmes qui en sont les seuls bénéficiaires, les spéculateurs et les grands groupes internationaux.

P.L.

LA BELLE « DÉCOUVERTE »

Avec l'emballement de la crise russe, la suspension répétée des cotations à la Bourse de Moscou, l'arrêt des transactions entre des banques menacées de faillite, l'annonce d'un moratoire du remboursement de ses dettes par l'État russe, nombre de commentateurs occidentaux ont « découvert » que l'économie russe ne fonctionnait pas… de la façon qu'ils nous disaient depuis plusieurs années. En particulier, qu'il n'y avait pas de « marché » en Russie ou, pour parler plus concrètement, pas de capitalisme, en tout cas pas encore.

Ces jours-ci, on ne pouvait pas lire ou voir un reportage sur la Russie sans qu'il y soit question du rôle du secteur public, avoué ou non, dans le fonctionnement de l'économie. Eh oui, on nous avait vanté dans la presse les privatisations massives en Russie, on nous disait que les trois quarts des entreprises étaient privatisées. Maintenant, certains s'avisent de ce que des dizaines de milliers d'entreprises, privatisées ou non sur le papier, ne fonctionnent pas selon les lois du « marché » capitaliste.

Faute, précisément, d'un tel « marché », ces entreprises s'approvisionnent comme elles peuvent, échangent avec d'autres non pas sur le « marché », mais en maintenant comme elles le peuvent des circuits, des liens, légaux ou non, hérités de la période soviétique. La planification a disparu, officiellement la propriété d'État est réduite à sa plus simple expression, mais, et les commentateurs s'en montrent surpris, cela n'a pas changé grand-chose sur le fond. En tout cas, si le système russe actuel, mis à mal par l'effondrement de l'URSS et la disparition de la planification, ressemble à quelque chose, il évoque plus l'ancien système que celui qui était censé le remplacer. Et, surprise encore pour nombre de journalistes, ces entreprises produisent certes au ralenti, payent avec retard leurs salariés, mais elles fonctionnent quand même, le plus souvent sur la base du troc et sans se préoccuper de critères de rentabilité capitaliste. Faute de mieux, ils désignent cela comme « l'économie grise » – c'est-à-dire celle qui échappe à tout recensement, et a fortiori à tout contrôle.

Quant à l'agriculture, malgré de multiples lois de privatisation de la terre, on peut lire maintenant dans la presse que ces lois n'ont jamais connu un début d'application, sauf en deux ou trois régions. Et encore, même là, on nous explique que le nombre de « fermiers » indépendants est ridicule, que de toute façon le manque d'infrastructures, de moyens, et encore une fois de « marché » rend ces exploitations non viables. Sans parler du fait que les anciens kolkhoziens ou sovkhoziens n'ont aucune envie, et là encore on nous le dit, de se lancer dans une agriculture privatisée…

Eh oui, il a fallu la « crise russe » pour que nombre de journaux nous expliquent que, derrière les « réformes », les « privatisations », s'il y avait encore quelque chose qui fonctionnait, c'était sur la base de l'ancien système. Et cela, alors que l'État se montre incapable de faire entrer dans la réalité les innombrables décrets et autres oukazes qui, depuis 1992, étaient censés jeter les bases dudit « marché ». Cet État est incapable de se faire obéir des privilégiés locaux, sa propre bureaucratie, et est forcé, bon gré mal gré, de laisser cette même bureaucratie continuer à agir comme elle l'a toujours fait depuis le stalinisme, de la laisser parasiter l'économie sans rien construire, même pas le fameux « marché », et cela d'une façon d'autant plus catastrophique que l'État bureaucratique n'est plus, aujourd'hui, en situation d'imposer un minimum de frein à ces privilégiés dont il est l'émanation.

On a ainsi pu voir certains, tel l'éditorialiste de *Libération* du 1er septembre, expliquer : « *Non, ce qui manque à la Russie, ce n'est pas le marché. C'est un État, sans lequel l'économie de marché tourne à la farce mafieuse* ».

Comme on le constate, la mode n'est plus, pour ces gens-là, à prendre leurs désirs pour la réalité et donc à reprendre les déclarations des dirigeants russes ayant annoncé depuis bientôt dix ans leur volonté de « restaurer le marché ».

Bien sûr, le fait qu'ait éclaté une crise en Russie n'est pas étranger à leur subite « lucidité » : jusqu'à il y a peu, et quitte à ne pas s'appesantir sur le sort de la population, ils se voulaient enthousiastes pour la « nouvelle » Russie marchant vers le « marché ». Maintenant que la crise est là, que ses effets éclatent au grand jour, pour un peu, ils nous expliqueraient que c'est un effet du… « communisme » !

P.L.

Dans les houillères d'Ukraine :

210 MORTS EN HUIT MOIS

Vingt-quatre mineurs ont été tués dans un coup de grisou en Ukraine, dans la nuit du 15 au 16 août. Depuis le début de l'année, en huit mois, ce sont plus de 210 mineurs qui ont péri, victimes d'éboulements, d'ascenseurs défectueux ou d'appareils de détection du méthane en mauvais état.

Les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière se dégradent dans ce pays, comme se dégrade l'autorité de l'appareil d'État qui tente d'éviter que la vie économique et sociale ne se bloque ou n'explose en se résumant de façon par trop visible à une lutte directe d'intérêts entre mafias. Pour tenter de faire rentrer les impôt (problème primordial en Ukraine comme en Russie), le gouvernement ukrainien, qui ne gouverne apparemment plus grand-chose, vient d'ordonner la saisie des voitures de fonction dans les entreprises qui n'ont pas payé leurs impôts : une mesure censée plaire à une population plongée dans la misère, mais surtout une mesure dérisoire alors que les seuls impayés publics se monteraient à 20 milliards de francs, officiellement.

Ces jours derniers, ce pays, aussi peuplé que la France, vient de décider, comme la Russie et pour les mêmes raisons, de « *restructurer sa dette extérieure* », autrement dit de se mettre en cessation de paiements ; tandis que la hryvnia, la monnaie nationale, s'effondrait à la suite du rouble.

L'économie des pays qui composaient l'URSS ne va manifestement pas dans le sens du progrès, comme veulent le faire croire les partisans de son démembrement dans le sens de « l'économie de marché »…

Guy LABRAUD

CRISE DE L'ÉCONOMIE RUSSE... ET SURTOUT DU CAPITALISME INTERNATIONAL

Après avoir enregistré une chute d'une ampleur exceptionnelle de 6,4 % (512 points) le 31 août, la Bourse de Wall Street est remontée de 3,8 % (288 points) le lendemain. Nombre d'experts boursiers n'en demeuraient pas moins pessimistes, estimant que ce redressement ne serait sans doute pas « tenable ».

Il n'aura fallu que quelques jours pour que la crise monétaire en Russie entraîne des tourbillons financiers aux quatre coins du monde, provoquant des soubresauts brutaux sur la plupart des marchés boursiers et une baisse parallèle des monnaies les plus faibles.

Les chaînons les plus fragiles

Les premiers touchés ont été bien sûr les pays dont les économies étaient les plus fragiles. Il y a eu d'abord la plupart des pays d'Europe de l'Est, du fait de leurs liens directs avec l'économie russe, suivis par ceux du Sud-Est asiatique, affaiblis par la crise financière qui frappe la région depuis déjà plus d'un an, puis ceux d'Amérique du Sud, qui n'avaient pas encore eu le temps de se remettre du choc de la crise financière de 1997.

Dire que la source et la clé de cette nouvelle crise se trouvaient à Moscou et nulle part ailleurs, c'était déjà nier l'évidence : si les banques, fonds de pension et autres opérateurs financiers en étaient à retirer leurs capitaux de Sao Paulo, Hong Kong, Johannesburg ou Varsovie, c'était bien parce qu'ils anticipaient une baisse des cours dans ces pays. S'ils vendaient leurs actifs (quitte, ce faisant, à transformer des remous financiers en crise brutale dans ces économies fragiles), c'était ou bien pour tirer un bénéfice supplémentaire de cette baisse, ou bien par crainte que la situation ne se gâte vraiment, sinon les deux. En tout cas, le rouble n'avait déjà plus grand-chose à voir à l'affaire.

D'ailleurs les chutes spectaculaires des cours qui ont suivi sur les marchés boursiers des pays riches, en particulier celle de Wall Street du 31 août (ce qui annule la hausse des cours de l'année en dépit de la reprise du lendemain), ont démontré que c'était bien l'ensemble du système financier mondial, y compris dans ses organes supposés les plus « sains », qui était affecté.

Les experts peuvent bien continuer à pointer du doigt sur Moscou en proclamant la bonne santé du système. Les capitalistes, eux, ne partagent pas cet aveuglement puisqu'ils en sont à se débarrasser de dizaines de milliards de dollars d'actions à New York, Londres, Francfort et Paris, y compris de celles d'entreprises qui comptent parmi les fleurons de l'impérialisme, comme IBM par exemple.

Cela ne veut pas dire, bien sûr, que les opérateurs financiers en savent plus sur l'avenir que les prétendus experts. Leur unique préoccupation est d'anticiper sur les mouvements du marché, pour en tirer un bénéfice, pas de prévoir les conséquences de ces mouvements pour l'économie dans son ensemble, et encore moins pour les populations, ce qu'ils seraient de toute façon bien incapables de faire. Tout au plus essaient-ils de se prémunir contre les éventuels dommages qu'ils pourraient souffrir eux-mêmes. Comme par exemple ces grandes banques internationales qui annoncent des provisions pour couvrir leurs créances « douteuses », en ayant l'air de dire aux États et aux institutions monétaires internationales : « Voilà ma note pour cette fois-ci ». Même si d'ailleurs ces pertes potentielles dissimulent parfois des bénéfices bien plus importants, comme c'est le cas par exemple du fonds de placement Quantum du spéculateur Georges Soros, dont les 2 milliards de pertes essuyées en Russie représentent à peine plus de la moitié des profits réalisés en Europe et aux USA !

Une fuite en avant

Depuis la crise mexicaine de 1994-1995 c'est en fait ainsi que le système financier mondial se traîne de crise en crise, grâce à des injections périodiques par les grands États impérialistes de dizaines de milliards de dollars destinés à éponger les pertes financières de leurs propres capitalistes et à amortir les faillites des pays malchanceux. C'est la même recette que préconise un économiste de la banque d'affaires Paribas, cité par l'agence de presse Reuters, lorsqu'il explique : « *Face au risque de contagion, pour que les petits ruisseaux ne fassent pas de grandes rivières, tout va maintenant dépendre du leadership politique et des réponses monétaires et budgétaires que vont apporter les grands pays. Si leurs politiques visent à soutenir la demande, la situation restera probablement sous contrôle* ». Autrement dit, aux États (c'est-à-dire aux populations, quand même !) d'éponger les dettes, sans certitude d'ailleurs que la situation reste « sous contrôle ».

Seulement, il ne s'agit que d'une fuite en avant. A force de résoudre les problèmes à coups de dizaines de milliards, destinés à être engloutis dans le puits sans fond du profit capitaliste, c'est-à-dire en fabriquant de la monnaie, on ne fait qu'aggraver les désordres monétaires (sous la forme de l'endettement toujours croissant des États). Et en même temps on accrédite l'idée auprès des opérateurs financiers que, quoi qu'il arrive, quelle que soit l'ampleur des désastres qu'ils provoquent en déplaçant leurs capitaux dans leur course au profit immédiat, ils s'en tireront toujours avec les honneurs grâce à la béquille étatique.

Et c'est là que se situe la maladie du système, maladie qui refait surface périodiquement parce que, à chaque crise, le seul remède utilisé consiste à déplacer le mal, du Mexique au Sud-Est asiatique, du Sud-Est asiatique à la Russie, de la Russie à... ? Et à chaque crise, pas plus pour celle-ci que pour les précédentes, nul ne peut vraiment savoir si les choses resteront « sous contrôle », s'il n'en résultera pas par exemple une récession brutale pour l'ensemble de l'économie mondiale due à un rétrécissement trop important des marchés voire à une catastrophe monétaire d'ampleur internationale.

François ROULEAU

Congo (ex-Zaïre)

L'ETHNISME, GÉNOCIDE DU PAUVRE

Scène de lynchage à Kinshasa : le cadavre d'un présumé Tutsi est traîné dans la rue, après avoir été brûlé.

AFP

Au Congo, ex-Zaïre, personne ne peut dire si Kabila a été remis définitivement en selle par les blindés et les avions de chasse angolais et par les paras zimbabwéens, ou si son pouvoir est toujours menacé par la rébellion déclenchée il y a un peu plus de deux mois. Mais ce qui se confirme, c'est qu'il s'appuie de plus en plus ouvertement sur l'ethnisme, et plus précisément sur le racisme anti-Tutsis.

Des Tutsis sont présents au Congo, comme dans les pays voisins, en particulier au Rwanda et au Burundi. Ces Tutsis congolais, appelés Banyamulenge, ne sont pas majoritaires dans la rébellion. Mais c'est contre eux que la propagande gouvernementale se déchaîne, jouant sur le thème de « *la main de l'étranger* ». Ils sont donc « *les ennemis du peuple* », « *les envahisseurs* », « *la vermine* », ceux qui, « *tels des rats* », sortent de partout.

Si l'on en croit les reportages, cette propagande semble prendre. Et elle est meurtrière même si, en fait, c'est Kabila lui-même qui s'est installé au pouvoir avec l'appui des Tutsis et c'est donc lui qui, en retour, a couvert certains d'entre eux. Ainsi, pendant un peu plus d'un an du régime Kabila, on aurait vu des Tutsis s'emparer de maisons de Congolais avec pour seul titre de propriété le fait d'être Tutsis. « *On ne se laissera pas coloniser par les Tutsis* », assure donc un nationaliste, tandis qu'un autre partisan de Kabila espère que les militaires les laisseront tomber : « *Et nous verrons si les Tutsis continuent seuls une guerre contre le peuple congolais.* »

Sous couvert d'appel à former des comités d'autodéfense, le gouvernement de Kabila appelle au génocide contre les Tutsis. Dans Kinshasa, les exécutions sommaires et les lynchages contre des Tutsis, ou prétendus tels, se multiplient. Cette chasse aux Tutsis rappelle les massacres qui s'étaient déroulés au Rwanda au printemps 1994.

Les divisions et rivalités ethniques sont un legs meurtrier, renforcé et avivé par l'impérialisme. En taillant les empires coloniaux au travers des territoires des tribus africaines, l'impérialisme se préparait une arme lui permettant de diviser pour régner. Les dictatures qui lui ont succédé utilisent la même arme, toujours aussi meurtrière pour les peuples.

Vincent GELAS

Naples

DIEU SOIT LOUÉ !

L'archevêque de Naples a été informé par la justice italienne qu'il est accusé de délit d'usure (c'est-à-dire le prêt à intérêt à des taux exorbitants), extorsion et association de malfaiteurs. Il vient de fournir des documents bancaires qui attesteraient de sa participation aux affaires de son frère, un entrepreneur soupçonné d'avoir mis sur pied un trafic d'usure de quelque 85 millions de francs.

L'archevêque était pourtant connu pour son engagement public contre l'usure, largement répandue dans la région comme moyen, pour des aigrefins, d'extorquer de l'argent à des personnes en difficulté. Après tout, l'archevêque n'a fait que continuer une vieille tradition, ne dit-on pas : « Dieu vous le rendra au centuple », ce qui est un taux d'usure vraiment miraculeux !

M. B.

Loi Aubry :

UN PREMIER BILAN POSITIF POUR LES PATRONS

Les discussions se poursuivent entre patronat et syndicats, concernant la loi Aubry sur les 35 h. La semaine passée, c'était le tour de l'industrie textile et, comme à chaque fois, on a vu le patronat à l'offensive.

Le patronat du textile a clairement annoncé ses intentions, dès la première rencontre avec les syndicats, en commençant par demander une augmentation du contingent d'heures supplémentaires, qu'il veut porter à 188 h, et peut-être même plus selon la CGT. Le ton est donné, à l'image des accords déjà conclus cet été et signés par une minorité de syndicats.

Rappelons que, dans la métallurgie, la loi Aubry peut se traduire par plus d'heures supplémentaires obligatoires, plus de flexibilité, avec des semaines à rallonge et aucune embauche. Même chose dans l'industrie sucrière, où seront entérinées l'annualisation du temps de travail et une amplitude de travail variant entre 46 h et 26 h, le tout avec blocage des salaires et poursuite des licenciements. Dans les coopératives laitières, il y aura en prime le non-paiement des majorations pour heures supplémentaires entre la 35e et la 39e heure.

Ce ne sont là que quelques exemples de ce que les patrons veulent imposer grâce à cette loi Aubry, que le gouvernement juge si bonne. Dans un premier bilan, il se félicite des 150 premiers accords signés, mettant en avant les 1 750 emplois qui devraient être ainsi créés et les 428 autres qui seraient « sauvés ». Mais combien de millions de francs de subventions les patrons vont-ils recevoir pour ces quelque 2 000 emplois (en sachant que, dans les entreprises concernées, le patronat peut recevoir jusqu'à 18 000 F par salarié) ? Et combien de milliers d'autres emplois n'auront-ils pas à créer, ou vont-ils même supprimer, grâce à la flexibilité, l'annualisation du temps de travail et les heures supplémentaires à tire-larigot ?

Paul BARRAL

DES VERTS BIEN MÛRS

Au Comité national des Verts, réuni les 30 et 31 août, Dominique Voynet est venue réaffirmer sa place à part entière dans le gouvernement, après s'être félicitée de la « *maturité* » de son mouvement, sensible, a-t-elle dit, à « *ce je ne sais quoi de plus léger, de plus détendu, de plus confiant* ». La grâce gouvernementale, quoi.

La grosse affaire de ce Conseil national était la préparation des élections européennes de 1999. L'invité vedette était Daniel Cohn-Bendit, l'ex-Dany-le-Rouge de 1968, propulsé tête de liste des Verts d'une manière que tout le monde n'a pas trouvée très démocratique. Reconverti à la lutte des places, lui aussi semble avoir beaucoup « mûri ». C'est ainsi qu'il estime que le bilan, « *globalement positif* », du gouvernement Jospin « *est surtout en rupture par rapport à un gouvernement de droite* ».

Mûrs, ces actuels et futurs hommes et femmes d'État ? Oui, même un peu blets.

V. G.

Le Havre

UN ODIEUX CRIME RACISTE

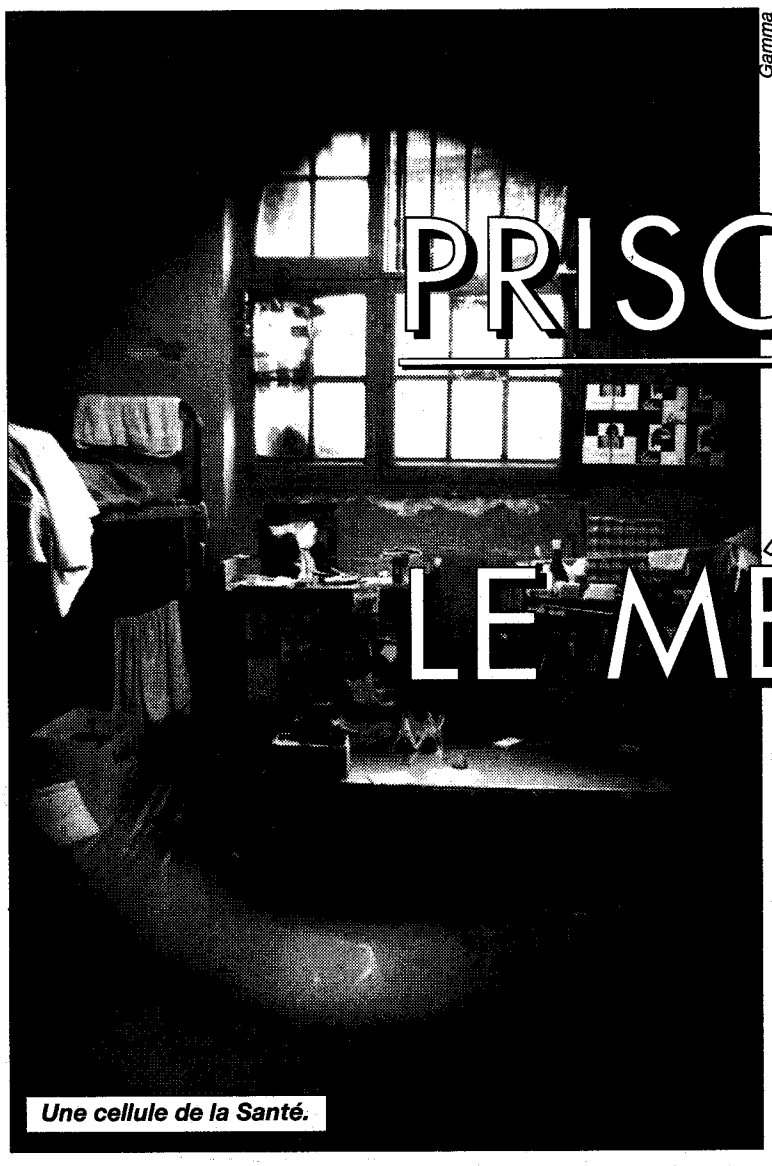
Dénoncés à nouveau par un de leurs anciens complices, âgés de 15 ans à l'époque, des voyous se réclamant du néonazisme s'avèrent avoir été les meurtriers, en 1990, d'un jeune Mauricien.

Ce jour-là, le 18 juin 1990, au café, une vingtaine d'entre eux décidaient de sortir pour une « ratonnade ». À douze, ils ont rencontré, sur les falaises, un jeune, James Dindoyal, seul, de peau mate, 24 ans, 1 mètre 58 ! Trois d'entre eux ont raconté qu'ils l'ont entouré, lui ont fait boire de la bière, puis de la bière mélangée à de l'eau de javel, avant de le jeter à la mer. La victime est morte quinze jours plus tard à l'hôpital, estomac et intestins brûlés, perforés, sans avoir osé porter plainte.

Depuis, les voyous se seraient rangés, ont des enfants, des emplois... notamment bien sûr dans la sécurité, et espéraient que toute l'histoire soit oubliée... après que le chef de la bande a tout de même animé pendant quelques années un club de supporters ultra-violents du Paris-Saint-Germain : « Pitbull Kop ». Ce sont aussi des proches de la même bande qui, en 1995, se sont fait connaître en jetant à la mer un jeune d'origine tunisienne, Imad Bouhoud.

Les pires idées qui soient, sorties des poubelles de l'histoire, ont une fois de plus amené de jeunes crapules désœuvrées à cet acte où l'ignoble le dispute à la lâcheté, puisqu'ils s'en sont pris – gratuitement – à un faible parmi les faibles : immigré « irrégulier », isolé, noir.

F. G.


Gamma

Une cellule de la Santé.

PRISONS : LE MÉPRIS

■ Une circulaire de l'administration pénitentiaire (dont *Le Monde* a publié des extraits), diffusée à l'attention des directeurs de prison pour essayer de diminuer le nombre de suicides dans leurs établissements (qui est passé de 67 en 1991 à 138 en 1996 et 125 en 1997), éclaire, par les directives données, tout ce qui n'est pas accordé d'évidence aux prisonniers.

On y apprend ainsi qu'ils n'ont pas systématiquement et automatiquement, dès leur arrivée en prison, un « *minimum* » de moyens d'hygiène corporelle et vestimentaire (une douche, une trousse de toilette, des sous-vêtements et une paire de chaussettes) ; que les vêtements envoyés par les parents peuvent être refusés par l'administration pénitentiaire, ainsi que les moyens de correspondre avec leurs proches ; que le placement en quartier de prévention avant même qu'une décision de sanction ait été prise n'est pas « *exceptionnel* » ; et qu'enfin un détenu peut être laissé nu au motif qu'il pourrait utiliser ses vêtements pour se suicider.

Il y a assurément dans les prisons des gens « sans foi ni loi », mais il n'y a pas que cela. Et, sans même parler de la société qui produit ce genre d'individus, que dire d'un État, qu'on nous dit représenter la loi et la civilisation, mais qui n'est pas fichu de fournir à ceux qu'il met derrière des barreaux de prison un minimum d'hygiène, de dignité et de contact avec les êtres humains qui leur sont proches...

La prison – « école du crime » disent des sociologues qui dénoncent la promiscuité en prison entre petits délinquants et grands bandits. La prison – école du mépris aussi.

Guy LABRAUD

Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)

HALTE AUX EXPULSIONS DE MAL-LOGÉS !

Lundi 31 août, une soixantaine de personnes se sont rassemblées devant la mairie de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis. Cette délégation regroupant des Audoniens (habitants de Saint-Ouen) mal-logés, des tsiganes récemment expulsés ainsi que des associations (notamment « Droit au Logement ») et des élus (conseillers régionaux des Verts et de Lutte Ouvrière) qui les soutiennent, demandait à être reçue par la maire, Paulette Fost, membre du PCF. Ces personnes voulaient discuter de l'arrêt des procédures d'expulsion intentées à la demande de la Mairie, ainsi que du relogement des familles concernées. Mais c'est à une mairie fermée et protégée par un cordon de policiers qu'elles se sont heurtées.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la mairie de Saint-Ouen refuse tout dialogue sur ce sujet.

Les problèmes se sont amplifiés le 30 juillet, avec l'intervention de la police pour expulser une quinzaine de familles d'origine roumaine d'un bâtiment qu'elles occupaient depuis un an et demi, 108 boulevard Victor-Hugo. C'est sur injonction de la mairie que la SNCF, propriétaire des locaux, avait réclamé cette intervention, avant de faire raser l'immeuble par des bulldozers. Depuis, d'autres immeubles où des sans-abri et des mal-logés ont trouvé une solution d'urgence sont également visés, rue Alexandre-Dumas ou rue Farcot, par exemple. De même, la municipalité a demandé l'expulsion de plusieurs centaines de familles tsiganes d'origine romaine, jugées indésirables par les communes des environs et installées sur un terrain désaffecté d'une zone industrielle.

Pour appuyer ses demandes d'expulsion, la mairie de Saint-Ouen se retranche derrière le fait que ces terrains et locaux sont inadaptés, insalubres, voire dangereux, mais elle se garde bien d'offrir aux familles une autre alternative.

Certes, comme bien des communes de la banlieue de Paris gérées par la gauche, Saint-Ouen est confrontée à un grave problème de logements. Des centaines de familles vivent, parfois depuis dix ans et plus, dans des logements insalubres ou trop exigus. Selon les services municipaux, il y aurait d'ailleurs 2500 demandes de HLM en attente.

Que la mairie ne puisse à elle seule prendre en charge tous les problèmes de logement et d'accueil posés, qui nécessitent une intervention au niveau de l'État et de la région, personne ne le conteste, ni les familles concernées, ni les associations qui les soutiennent. Pour autant, la mairie de Saint-Ouen pourrait avoir une autre attitude que de réclamer des expulsions et de tenir, auprès des habitants, des propos ambigus sur les familles étrangères !

Elle pourrait notamment appuyer auprès de la Préfecture et des autorités compétentes les démarches des familles mal logées ou à la rue. Elle pourrait également mettre à leur disposition des logements d'urgence, d'autant qu'il existe de nombreux locaux vacants sur la commune.

En faisant la sourde oreille, voire en manifestant son hostilité à l'égard des mal-logés, la maire PCF suscite l'indignation de nombreux habitants. En tout cas, leur mobilisation ainsi que celle des familles concernées continue.

Prix de l'eau

AVEC LE PRIVÉ, C'EST PLUS CHER

Une enquête, publiée par le mensuel *Que Choisir* à la fin du mois d'août et menée par l'Union Française des Consommateurs sur le prix du mètre cube d'eau potable dans tout le pays, fait apparaître une grande disparité d'une commune à l'autre : de 37 F le m³ à Saint-Malo à 10 F à Martigues. Mais au-delà des disparités régionales, une évidence chiffrable s'impose : quand la distribution de l'eau est confiée à l'une des trois sociétés privées qui se partagent le marché – la Lyonnaise des Eaux, Vivendi (l'ex-Compagnie Générale des Eaux), Saur-Cise (filiale de Bouygues) – la facture est plus élevée pour le consommateur. En moyenne, elle est de 18 F le m³, alors qu'elle n'est que de 14 F en moyenne quand la gestion est municipale.

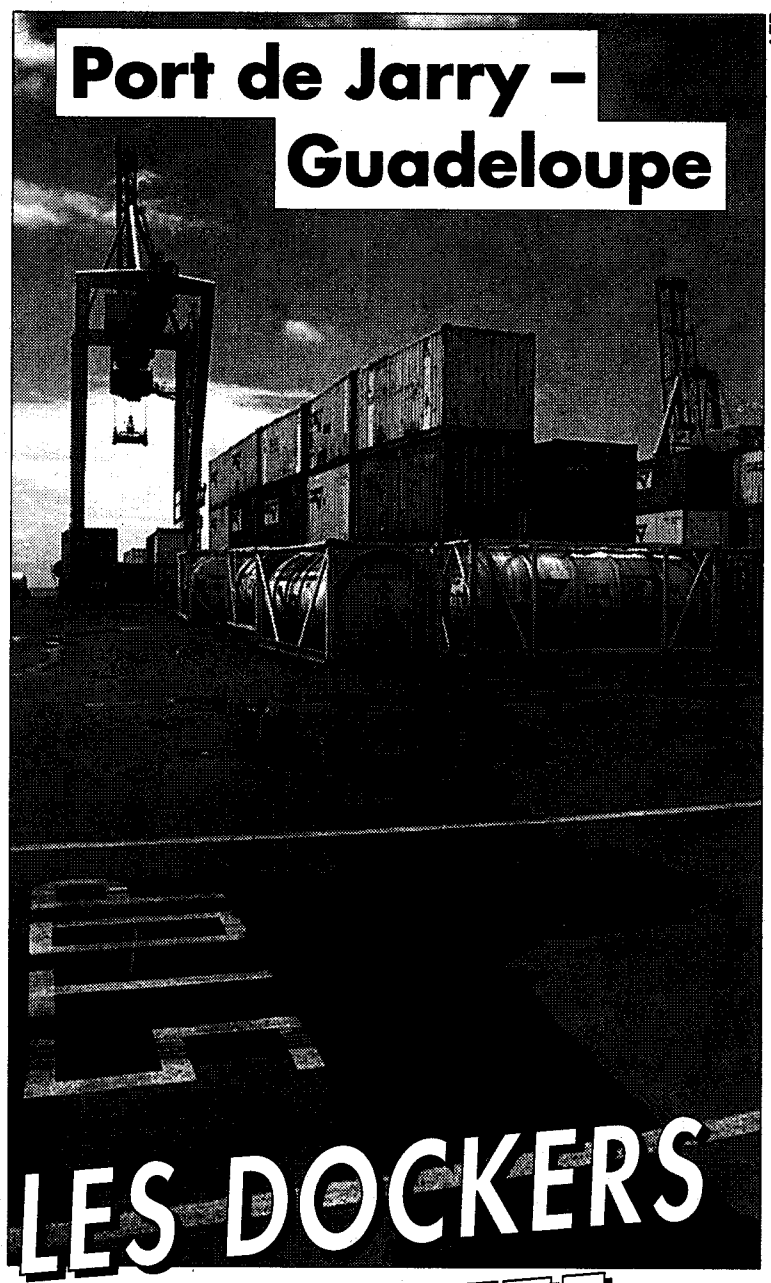
On nous vante toujours la prétendue supériorité du privé sur le public. En effet, c'est clair : avec le privé, c'est plus cher ! Et ce n'est ni plus ni moins que du racket – les habitants des villes concernées n'ont pas le choix – qui permet à ces trois grosses sociétés d'afficher des profits faramineux.

Xénophobie municipale à Nice

La ville de Nice aime les familles nombreuses, à condition qu'elles soient françaises ou, à défaut, européennes. Ainsi, pour être candidat aux « prix de la ville de Nice », il faut avoir au moins trois enfants vivants, être âgé de moins de 50 ans et… être français. Pour la carte de réduction « famille nombreuse » dans les transports publics, il faut être français ou étranger membre de la Communauté Européenne.

Le maire de Nice, Jacques Peyrat, ancien responsable local Front National, est maintenant membre du RPR. De là à penser que les pratiques de la droite rejoignent les idées de l'extrême droite…

M.B.



AFP

Port de Jarry – Guadeloupe

LES DOCKERS EN LUTTE DEPUIS PLUS D'UN MOIS

Depuis la fin du mois de juillet, les dockers en grève neutralisent le port de Jarry, dans la banlieue de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe. Appuyés par les syndicats CGTG, MASU et UGTG, ils réclament des garanties quant à leur statut et l'application d'une nouvelle convention collective.

Les chaînes de télévision métropolitaines, en montrant des images de grandes surfaces aux rayons pratiquement vides et d'une économie en grande partie paralysée par ce conflit, n'ont fait que relayer l'offensive du patronat local, visant à rendre la grève impopulaire. Tous ces gens-là désignent les grévistes comme des salariés privilégiés, qui voudraient saboter l'économie de l'île et prendre la population en otage en bloquant les marchandises.

Ce genre de propos n'est pas nouveau. Les patrons des entreprises de manutention portuaire ne font que reprendre les arguments déjà utilisés par un patronat guadeloupéen, particulièrement haineux vis-à-vis des revendications salariales et avide de profit, que ce soit lors de la grève des ouvriers de la banane en décembre dernier, ou encore, plus récemment, contre les grévistes de l'hypermarché Continent. Et c'est eux qui font durer les conflits pour décourager les travailleurs en grève, comme ceux qui seraient tentés d'entrer en lutte à leur tour.

Dans ce conflit, comme à chaque fois, les patrons guadeloupéens – qui appartiennent souvent aux mêmes riches familles impliquées dans les activités d'import-export, le grand commerce ou les cultures d'exportation – opposent aux revendications des grévistes un front commun et ont obtenu le soutien du préfet et des autorités.

Il n'en reste pas moins que la population n'est pas dupe. Au-delà des dockers, c'est à tous les salariés que les patrons veulent s'en prendre, pour accroître leurs profits en rognant sur le niveau de vie des travailleurs qu'ils exploitent.

En tout cas, pour l'heure, les dockers opposent leur unité et tiennent toujours bon !

Alstom – Belfort

LES PROFITS S'ACCUMULENT, MAIS LES LICENCIEMENTS AUSSI

Alstom n'a pas cessé durant le mois d'août d'annoncer des succès commerciaux, des commandes de TGV pour l'Australie par exemple, ou de locomotives pour la SNCF, entre autres, dont une grande partie devraient être fabriquées à Belfort. Mais la direction maintient et continue ses plans de licenciements. Elle veut boucler maintenant, comme prévu, le plan actuel de 289 suppressions d'emplois !

La direction s'était engagée à ce qu'il n'y ait pas de licenciements secs et que tous ceux dont le poste a été supprimé soient reclassés avec une « offre valable d'emploi » avant leur licenciement effectif. Au 31 août, 21 travailleurs n'ont pas eu de proposition de reclassement et la direction leur envoie une lettre de licenciement. Parmi eux, il y a quatre délégués, deux de la CGT et deux de FO, que la direction s'était engagée en juin à reclasser sur le site Alstom de Belfort-Bourgogne, à qui elle n'a jamais fait aucune proposition, ni sur l'usine, ni à l'extérieur d'ailleurs. Lundi 31 août, s'est tenu le CE qui doit être consulté sur ces quatre licenciements. Les élus du CE ont voté contre à l'unanimité. Ce sera ensuite à l'inspecteur du travail de donner son avis pour les quatre délégués.

À cette occasion, environ 80 ouvriers des ateliers de la Traction ont débrayé et se sont rassemblés au moment de la réunion, à l'appel des trois syndicats CGT, FO et CFDT, pour marquer collectivement leur opposition aux licenciements. Car dans la foulée de ce plan que la direction termine avec des licenciements secs, comme on peut le constater, il y en a un autre qui est annoncé, avec 273 suppressions d'emplois à la Traction de Belfort, et cette fois-ci sur un an.

Dans une autre division de l'usine, la DEM (Alstom Energy), la direction a confirmé lors du CCE du 27 août qu'il y avait 255 « sureffectifs » à supprimer à Belfort. Les plans vont tomber. Mais là aussi, des commandes qui rapportent des profits aux actionnaires, et du travail, il y en a plein.

Correspondant LO

Centre de tri Landy
Paris 18e

COMMENT LA POSTE VOUDRAIT SUPPRIMER DEUX CENTS EMPLOIS

Depuis le mois de juin, la direction a mis en branle son plan de suppressions de 200 emplois d'ici la fin de l'année, sur les 600 que compte le centre de tri du Landy à Paris.

Deux « conseillers mobilité » ont été détachés dans le centre pour dénicher 200 volontaires au départ. Malgré la période des congés, on peut dire qu'ils n'ont pas chômé. Tous ceux qui avaient fait des demandes de mutation en province ont été convoqués individuellement. Puis ce fut le tour des plus de 53 ans auxquels fut proposé d'être mis en retraite, et à la fin tout le monde y est passé. Mais malgré tous les efforts de la direction, il n'y aurait à ce jour qu'une cinquantaine de départs prévus d'ici fin décembre, en comptant les mises à la retraite. La direction est loin du compte, il ne lui reste plus qu'à trouver 150 volontaires !

Mais ce ne sont ni les convocations individuelles répétitives par les conseillers mobilité, ni le démarchage téléphonique à notre domicile qui rendent les propositions de la direction plus alléchantes. Il est en effet difficile de nous convaincre que notre avenir se trouve derrière un guichet ou avec une sacoche de facteur si nous ne souhaitons que travailler en centre de tri. De même qu'il est dur de persuader un collègue que cela revient au même pour lui d'être muté à Draguignan plutôt qu'à Toulon !

La direction ne se décourage pas pour autant. Toutes sortes de manœuvres et même de pressions individuelles sont utilisées. Un collègue, par exemple, qui avait été avisé de sa mutation en province a appris un mois avant son départ qu'il n'était plus muté dans la ville prévue mais dans une autre ; s'il refuse cette nouvelle affectation, tous ses droits à mutation seront supprimés. D'autres collègues ont reçu une promotion, mais avec à la clé une mutation et, par exemple, un horaire comportant une coupure de 2 à 3 heures en début d'après-midi.

Apparemment la direction a un problème avec son projet de suppressions d'emplois au Landy. Elle aurait tort de compter sur notre aide ou même notre simple passivité. Nous ne laisserons aucun collègue isolé ou lésé face aux attaques de la direction !

Correspondant LO

Cantines de Renault
Siège Social – Billancourt

NON AUX LICENCIEMENTS ET MAINTIEN DES SALAIRES !

La direction de Renault au Siège social a pris la décision de fermer une cantine en août, une en octobre, et celle du Point-du-Jour en 1999, prenant comme prétexte les déménagements de différents services dans d'autres localités, à Guyancourt et à Rueil. Cela correspond aussi à la fin, en 1999, du contrat de cinq ans de la société de restauration Soresco avec Renault. La Soresco est reprise, en filiale, par Avenance, une autre société de restauration, grand groupe de 30 000 salariés.

Actuellement, 91 travailleurs sont employés par la Soresco, et la direction prévoit qu'il en restera seulement 35 en 1999. Les directions de Renault et de la Soresco refusent que les cuisiniers, les caissières suivent les déménagements en allant à Guyancourt et Rueil, bien que plusieurs centaines de travailleurs du Siège social soient mutés dans ces sites.

La Soresco voudrait donc licencier les travailleurs des cantines, ou les muter chez Avenance avec des pertes de salaire de 1500 à 3000 F. Comment peut-on accepter de telles diminutions de salaire alors que la paie est de 6800 F pour une caissière après 25 ans d'ancienneté, qu'un cuisinier de 59 ans gagne 7500 F avec 26 ans d'ancienneté, et qu'une femme qui travaille à temps partiel touche 4300 F ? C'est inacceptable, et les travailleurs l'ont fait savoir le jeudi 27 août en faisant une grève ponctuelle, organisée par la CGT de la Soresco.

Ce jour-là, le personnel de l'ensemble des cantines du Siège social avait préparé les repas, et les caissières avaient décidé de ne pas faire payer. Voyant cela, à 11 h du matin, les chefs de la Soresco ont fermé les portes à clé, pour que les salariés de Renault ne puissent pas manger gratuitement. Ils préféraient mettre à la poubelle la nourriture correspondant à plusieurs centaines de repas !

La grève a été populaire, les travailleurs des cantines sont connus de tous depuis des années et chacun sait qu'ils ont des petites paies. Devant les cantines, ils étaient nombreux à expliquer aux employés des bureaux leur situation. Avec les militants de la CGT Renault, ils ont fait signer des pétitions de soutien. Il y avait une bonne ambiance, certains cadres faisaient grise mine et les commentaires des cuisinières allaient bon train.

Le lendemain matin, la direction a envoyé dans les cantines un contrôle vétérinaire et des chefs de groupe supplémentaires. Ce qui n'a pas impressionné nos collègues des cantines. Ils ont prévenu que d'autres surprises ponctuelles étaient prévues si les directions d'Avenance et Renault maintenaient les licenciements et les pertes de salaires suite aux mutations.

Renault, qui a augmenté son chiffre d'affaires de 21 % en six mois, et la société Avenance, ont de l'argent. A eux de garantir les salaires de tous nos camarades de travail des cantines !

Correspondant LO

Uniroyal
Clairoix (Oise)

DU TRAVAIL ET DES CHÔMEURS EN PLUS

À Uniroyal-Clairoix, dans l'Oise, usine de pneus de plus de 1 000 salariés dont 820 ouvriers, appartenant au groupe Continental, la direction vient de sortir un plan de licenciements de moins de dix ouvriers. Cela peut paraître peu, mais cela fait des années que la direction diminue ainsi petit à petit les effectifs ouvriers. En même temps, il y a toujours plus de travail !

En quatre ans, les effectifs sont passés de 1 000 à 820 ouvriers de production. Il y a eu 43 ouvriers en moins dans les ateliers, l'année dernière. Ces camarades ont été licenciés sous tous les prétextes possibles. La direction fait la chasse aux malades, aux retardataires, elle profite de tout pour se débarrasser de travailleurs. Depuis la grève de 1994, elle a tenté de se débarrasser de plusieurs grévistes, elle a refusé de réintégrer 17 jeunes travailleurs qu'elle voulait licencier dans le cadre d'un « plan social », et ce malgré plusieurs décisions de justice contraires. Elle a licencié les femmes de ménage.

Mais il faut bien sûr produire toujours plus de pneus, toujours plus vite, à toujours moins nombreux ! La productivité a augmenté de plus de 30 % en 10 ans. Les heures supplémentaires pleuvent ; en 1997, il y en a eu près de 44 000 qui auraient pu permettre donc d'embaucher 25 jeunes. En septembre de l'année dernière la direction avait imposé des heures supplémentaires obligatoires pour un soi-disant retard de 70 000 pneus. Les travailleurs avaient alors protesté en signant massivement une pétition (500 signataires) contre le caractère obligatoire de ces heures.

Et cette année, avant même que tout le monde soit rentré de vacances, elle annonce la même chose : des heures supplémentaires pour un même retard de pneus. Et en même temps elle sort son plan de licenciements de moins de dix personnes. Il s'agit de travailleurs qui ont l'âge de partir en préretraite et qui sont évidemment très contents de partir. Dans l'usine, il y en a bien d'autres d'ailleurs qui voudraient et devraient pouvoir partir, car cela fait déjà des dizaines d'années qu'ils s'usent dans l'usine. Mais la direction pourrait leur permettre de partir sans plan de licenciements même de moins de dix personnes. Cela lui coûte moins cher de procéder ainsi et de créer neuf chômeurs de plus, car ce sont les ASSEDIC qui vont payer et pas Uniroyal. Et la direction ne parle évidemment d'aucune embauche pour compenser : neuf emplois auront donc été supprimés, autant de jeunes qui, par conséquent, ne trouveront pas de travail. En plus, dans l'usine, il y a déjà plusieurs dizaines d'intérimaires, qui ne demanderaient qu'à avoir un contrat définitif.

Le groupe Continental France qui comprend deux usines, celle de Clairois et celle de Sarreguemines, soit un effectif de plus de 2 000 salariés, se porte pourtant très bien. 114,2 millions de francs de bénéfices pour 1997, autant l'année d'avant, sans compter la richesse de l'ensemble du groupe Continental. Il y aurait donc largement de quoi embaucher !

Correspondant LO

Afghanistan

LES FEMMES SONT VOILÉES LES MOTIFS DES DÉNONCIATEURS AUSSI

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU vient de se déclarer « *profondément préoccupée* » par les souffrances des femmes afghanes, notamment les veuves, qui n'ont pas le droit de travailler et qui ne peuvent bénéficier de l'aide humanitaire, réservée aux hommes. En conséquence, elle a invité tous les États à ne pas reconnaître diplomatiquement les Talibans et a demandé aux entreprises de refuser tout accord financier avec les milices qui pratiquent la discrimination à l'égard des femmes.

Que le sort des femmes afghanes soit épouvantable et intolérable est une évidence ; elles qu'on a pu voir, dans des reportages à la télévision, le corps entièrement recouvert et le visage derrière des masques grillagés. Mais la déclaration de l'instance de l'ONU n'en est pas moins un bel exemple d'hypocrisie. Comme si elle pouvait ignorer le rôle qu'ont joué les Etats-Unis dans le financement des Talibans ! Pour faire pièce à l'intervention soviétique, de 1980 à 1991, 2 milliards de dollars ont été fournis aux moudjahidin afghans par l'intermédiaire de la CIA, via les services secrets pakistanais. Et ce soutien ne s'est pas démenti après l'émergence des Talibans en 1993. D'ailleurs, tout récemment encore, des négociations se tenaient entre les dirigeants de Kaboul et la compagnie gazière américaine Unocal en vue de la construction d'un gazoduc traversant l'Afghanistan pour acheminer le gaz du Turkménistan.

Certes les États-Unis n'ont pas encore reconnu officiellement le régime des Talibans, bien qu'ils s'y disent prêts en échange de l'expulsion de Ben Laden, qui fut, un temps, utilisé par les services secrets américains mais est pourchassé maintenant en tant que commanditaire des attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salam. Cependant leurs fidèles protégés que sont les régimes d'Arabie Saoudite, du Pakistan et des Émirats arabes unis, eux, n'en ont pas été dissuadés, pas plus qu'ils ne font l'objet de la plus petite protestation officielle pour le sort tout aussi barbare qu'ils infligent aux femmes de leur pays, au nom de la loi coranique.

Cette condamnation, qui coïncide avec le moment où les États-Unis ont décidé leurs bombardements sur l'Afghanistan, n'est pas pour étonner, vu que l'ONU est une émanation des pays impérialistes et en particulier des États-Unis. C'est le partage des rôles. Et l'oppression moyenâgeuse de ces femmes dans tout ça ne pèse d'aucun poids et ressemble plutôt à un alibi humanitaire, trouvé à point nommé.

Annie ROLIN

AFP

Le linceul enveloppe les femmes, et l'impérialisme pèse sur la société afghane en soutenant la pire réaction.

Pakistan

UNE LOI MOYENÂGEUSE ET LA GANGRÈNE DE L'IMPÉRIALISME

Le gouvernement du Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif va déposer un amendement constitutionnel visant à faire du Coran « la loi suprême » du pays.

Ainsi se trouverait renforcé le règne de la charia, la loi islamique, déjà en vigueur au Pakistan dans bien des domaines de la vie sociale, et en particulier dans celui de la famille. Une loi qui, depuis quelques années, sert également de prétexte, par exemple, aux divers régimes pour mener une lutte sans merci contre les idées de gauche – dont nombre de porte-parole ont été traînés devant les tribunaux et menacés de peines allant jusqu'à la peine capitale pour « *insulte au Coran* ».

Ce renforcement de la charia est une mesure politicienne venant d'un régime menacé de toutes parts et qui brandit la religion pour justifier le renforcement de pouvoirs dictatoriaux.

Depuis le début 1998, l'économie pakistanaise est au bord de la banqueroute, étranglée par sa dette et les contrecoups de la crise financière du Sud-Est asiatique. Le 28 mai dernier, Nawaz Sharif décrétait l'état d'urgence afin d'imposer des mesures d'austérité draconiennes aux classes laborieuses, en particulier aux travailleurs du secteur public dont les grèves avaient réussi jusqu'alors à paralyser ses plans. Le même jour, le régime faisait exploser la première bombe atomique pakistanaise et se lançait dans une virulente campagne anti-indienne, remettant la question du Cachemire, disputé et divisé entre l'Inde et le Pakistan, à l'ordre du jour. Nawaz Sharif cherchait ainsi à gagner à sa politique l'appui des nombreux groupes intégristes musulmans du pays à qui la revendication territoriale sur le Cachemire sert d'étendard.

Mais si cette politique fournit une tribune aux forces intégristes, dont les exactions bénéficièrent d'une indulgence renforcée de la part des forces de répression, elle n'a pas calmé pour autant leur appétit de pouvoir ni leurs campagnes démagogiques contre le régime. Les bombardements américains en Afghanistan et au Soudan leur ont fourni l'occasion de prendre Nawaz Sharif à contre-pied. Les violentes manifestations anti-américaines organisées par les intégristes ont contraint Nawaz Sharif à la défensive, le forçant à défendre les relations de dépendance qu'il entretient avec les USA et le FMI, puis à faire de nouvelles concessions aux intégristes, avec ce renforcement de la charia, une semaine après les bombardements américains.

Ainsi les représailles américaines contre les terroristes intégristes afghans auront-elles conduit au renforcement de l'intégrisme au Pakistan voisin. Que les grandes manœuvres de l'impérialisme alimentent les divisions religieuses dans cette partie du monde, ce n'est sans doute pas nouveau. L'existence même du Pakistan, créé comme un État musulman en 1947 par l'impérialisme anglais au moment où il a dû concéder l'indépendance à l'Inde, en est l'exemple le plus dramatique. Cette bombe à retardement laissée par le colonialisme a donné lieu à trois guerres indo-pakistanaises et fourni l'engrais sur lequel s'est développé l'intégrisme musulman dans cette région (comme d'ailleurs l'intégrisme hindou aux Indes).

Aujourd'hui, le renforcement de l'islamisme décrété par le gouvernement pakistanais encourage la police, les juges et les religieux à de nouveaux crimes légaux contre la population, en particulier contre les femmes. L'amputation des mains pour les voleurs, le fouet pour les couples non mariés, la mise à mort pour les femmes adultères, toutes ces mœurs moyenâgeuses érigées en loi font bon ménage avec la barbarie moderne de l'impérialisme, qui aggrave la misère et déverse des bombes ici ou là, quand il le juge utile au maintien de son ordre. Ce sont deux facettes d'une société abjecte à l'échelle du monde.

Jean SANDAY

Indonésie

LA CRISE ET MAINTENANT LA FAMINE

En Indonésie, les attaques de moulins à riz se multiplient. La population rurale, qui supporte de plus en plus mal d'être affamée, pille les magasins et les plantations. À cela le gouvernement n'a apporté qu'une seule réponse : l'ordre aux militaires de tirer. À deux reprises, à Java et à Sumatra, l'armée est intervenue brutalement.

Dans le nord de Sumatra, au moins un villageois a été tué par balles et cinq autres blessés par les militaires qui avaient ordre d'ouvrir le feu contre des centaines de personnes protestant contre l'arrestation de villageois accusés d'avoir volé des dattes. A Java aussi, ordre a été donné aux militaires d'ouvrir le feu sur les manifestants.

Ni le gouvernement, ni le FMI, ni les pays occidentaux ne s'émeuvent que des centaines de personnes en soient réduites à arracher leur nourriture pour survivre. Mais ces révoltes ne sont peut-être qu'un début.

A. P.

I te Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995